Veille citoyenne d'information sur les OGM et les semences

Partie Recherche & Environnement, Inf'OGM n°19

Par Christophe NOISETTE

Publié le 06/07/2006

POISSON TRANSGENIQUE - Le gouvernement britannique a financé à hauteur de 2,6 millions £ les recherches sur des poissons génétiquement modifiés pour grandir et grossir plus rapidement. Sur ces fonds, 2 millions ont été affectés à des projets en Inde, au Bangladesh, au Viêt-nam, en Thaïlande, aux Philippines et en Afrique. Financée par le Ministère de l'industrie et du commerce et le Conseil de recherche scientifique (sciences research council), l'université de Southampton travaille actuellement à modifier des carpes, des saumons ou des poissons rouges.
www.sunday-times.co.uk/news/pages/sti/2001/04/01/stin-wenws01038.html, 1er avril 2001

En 2000, l'American Society of Ichthyologists and Herpetologists (ASIH), qui réunit les scientifiques spécialisés dans la recherche sur les poissons, a émis un avertissement officiel contre la création et la commercialisation de saumons transgéniques. L'ASIH conteste le soit disant potentiel que représenteraient ces saumons transgéniques pour pallier les besoins alimentaires de l'humanité. De plus, ces spécialistes soulignent plus particulièrement les risques physiologiques qu'encourent les populations naturelles de saumons.
Ambassade de France à Washington,
S&T Presse USA, n°57, 29 mars 2001
(voir aussi page 4, l'action de Greenpeace)

L'analyse systématique de la structure du génome (et de son expression) des poissons est devenue une priorité à l'INRA, notamment avec la truite arc-en-ciel. Ces recherches ont pour objectifs la compréhension, la maîtrise et l'amélioration génétique de caractères d'intérêt zootechnique relatifs à la reproduction, l'embryogenèse et le développement précoce, la nutrition, la croissance et la qualité de la chair, l'adaptation au milieu, la résistance aux maladies. L'étude de ces caractères passe aujourd'hui, par l'identification et la caractérisation du plus grand nombre possible de gènes impliqués dans ces fonctions. Comme retombée indirecte de ces travaux, la connaissance du génome et la maîtrise des techniques de son étude peuvent conduire à la construction d'outils de détection des OGM ou de contrôle de la traçabilité des produits.
www.inra.fr/Internet/Directions/DIC/PRESSE/COMMUNIQUES/aqua2001/txt5.htm

THERAPIE GENIQUE - En 1998, les laboratoires suisses Hoffman et La Roche avaient acheté via une transaction avec les laboratoires islandais de-CODE Genetics, pour 200 millions $, l'ADN de toute la population d'Islande et son fichier généalogique. En mars, ces laboratoires annonçaient que les études de la population islandaise ont permis d'identifier les gènes de susceptibilité à huit

différentes maladies, dont la schizophrénie et l'occlusion artérielle périphérique et qu'ils allaient se concentrer sur des maladies majeures dont l'origine génétique est fortement soupçonnée ou certaine, parmi lesquelles le cancer, les maladies cardio-vasculaires et l'alcoolisme. "Toutes ces annonces n'ont-elle pas pour but de faire taire les critiques exprimées par les éthiciens ? N'espèrent-ils pas convaincre les pouvoirs publics de l'utilité de leurs travaux et opposer aux objections éthiques des résultats thérapeutiques ?", se demande Le Quotidien du Médecin. Cependant, la mise au point éventuelle d'un médicament contre l'une de ces maladies demandera plusieurs années. Pendant ce temps la "course aux gènes" se poursuit. Jacques Testart précise qu'aucune "thérapie génique" in vivo n'a encore marché : l'exemple des enfants bulles de Necker est en effet une modification in vitro puis une thérapie cellulaire, impossible à appliquer dans les autres maladies génétiques.
www.quotimed.com, 19 février 2001

DISSEMINATION - Plusieurs firmes tentent de mettre au point des OGM qui ne se disséminaient pas dans l'environnement en insérant les gènes dans les chloroplastes. En effet, l'ADN existe non seulement dans le noyau, mais aussi dans les mitochondries (sorte de "centrales énergétiques" de la cellule) et les chloroplastes(qui renferment la chlorophylle et sont le siège de la photosynthèse). Et, à l'exception de la luzerne ou de la pomme de terre, les grains de pollen de la majorité des espèces cultivées sont dépourvus de chloroplastes ou de leurs précurseurs. En Inde, l'International Centre for Genetic Engeneering and Biotechnology tente de produire un vaccin contre l'hépatite B à partir d'un tabac "chlorotransgénique".
Le Figaro, 17 mars 2001

Brevets et brevetabilité
ZIMBABWE - L'Université de Lausanne détient un brevet sur un agent tiré de l'arbre africain Swartzia, que des chercheurs ont découvert à l'aide du savoir traditionnel des guérisseurs indigènes. Le brevet, rendu public par la Déclaration de Berne, a été critiqué par l'Université du Zimbabwe, qui y voit un acte de biopiraterie.
Déclaration de Berne, 28 février 2001

EUROPE - Le Parlement Européen a voté (240 voix pour, 22 contre et 5 abstentions) le rapport concernant la reprise des négociations à l'OMC dans lequel figuraient des amendements sur l'agriculture et les services proposés par les eurodéputés socialistes et une disposition concernant la "brevetabilité" du vivant. Celle -ci demande "l'exclusion des animaux, des plantes, des micro-organismes, ainsi que des processus biologiques et micro-biologiques des possibilités de brevetage" et le respect des principes établis lors de la conférence de Rio en 1992 dans le Protocole sur la biodiversité. Pour eux, "ce serait un pas de plus dans la marchandisation et la porte ouverte à un nouveau pillage des pays du Sud dans les quels se trouve l'essentiel des richesses biologiques et des espèces végétales et animales", déclare la délégation socialiste française.
Hebdo des socialistes, 16 mars 2001
Communiqué du Parlement, 14 mars 2001

La commission bioéthique du Parti communiste français demande que le débat à propos de la révision de la loi de bioéthique soit "large" et "ouvert à l'ensemble des citoyens". Le PCF craint l'autorisation du clonage à visée thérapeutique et se demande s'il constitue une telle avancée qu'il justifie de prendre tous les risques.

DIRECTIVE 98/44 : 11 pays sur 15 n'ont toujours pas pris d'engagement pour transposer cette directive dans leur législation nationale. Les pays l'ayant déjà intégré sont : Finlande, Danemark, Irlande, Grande-Bretagne (presque...). Un texte présentant les différentes étapes nationales d'application de cette directive est accessible sur www.infogm.org.

Christoph Then, Greenpeace Allemagne
www.greenpeace.de
fax : +49 40 30631-195

Adresse de cet article : https://infogm.org/article_journal/partie-recherche-ogm-n19/